

qu'un conseiller. Ce discours fut prononcé à Philadelphie, le 12 septembre. En voici un paragraphe :

Il y a quelques semaines, l'idéalisme de nos deux peuples...

Ceux du Canada et des Etats-Unis...

...s'est trouvé en présence du réalisme de nos deux gouvernements. Il se sont rencontrés dans un pacte entre votre pays et le mien, en vertu duquel vous convenez de nous défendre dans certaines éventualités, et nous acceptons de vous défendre.

Je désire demander au leader du Gouvernement si c'est exact. Le Canada a-t-il conclu un accord ou un pacte avec les Etats-Unis pour défendre cette nation dans certaines éventualités? Les Etats-Unis ont-ils signé un accord de même nature avec nous? Tel est le langage du porte-parole du premier ministre. Je ne discute pas les mérites ou la sagesse d'un tel accord. Je sais, cependant, que durant de longues années nous nous sommes vantés d'éviter tout engagement semblable à l'égard de la Grande-Bretagne. Avons-nous conclu un pacte international, comportant de lourdes obligations, à l'insu du Parlement, sans même l'avoir soumis aux représentants du peuple canadien? Apparemment oui. Parfois, je ne l'ignore point, on représente cette entrevue d'Ogdensburg comme relativement peu importante, ne justifiant pas le moindre débat par le Parlement du Canada, comme de pures discussions d'état-major touchant certains plans difficiles de défense; des discussions comme celles qui ont souvent lieu entre des nations au sujet de semblables fins de défense. Si c'est tout ce que cet arrangement veut dire, il est étrange qu'on l'élève à la dignité d'un pacte; il est curieux qu'un porte-parole du premier ministre ait dit qu'il s'agissait d'une entente comportant de lourdes obligations pour nous. Si ce n'est qu'un arrangement en vue d'entretiens entre les états-majors pourquoi l'a-t-on entouré de tous les appareils de la photographie et de la publicité avec un metteur en scène de chaque côté et un photographe entre les deux, et pourquoi a-t-on prétendu que c'était un grand exploit. Si par ailleurs, c'est ce que M. Brockington déclare, alors on ne pourra jamais pardonner au Gouvernement d'avoir ignoré le Parlement, et particulièrement de ne pas lui avoir soumis cet accord. S'il s'agit de la moins importante de ces deux choses, alors la publicité n'était aucunement de mise. De fait, le moins on fera de publicité, le mieux ce sera.

L'honorable M. DANDURAND: Mon très honorable ami voudrait-il traiter cette question du point de vue des déclarations faites par le premier ministre lui-même?

Le très honorable M. MEIGHEN: Je les ai lus et je discute la question de ce point de vue en ce moment.

L'honorable M. DANDURAND: Mon très honorable ami parle de ce qu'a dit un monsieur qui a prononcé un discours à Philadelphie il y a quelques semaines, mais le premier ministre a parlé pendant une heure et demie, hier.

Le très honorable M. MEIGHEN: Très bien. Je discute la question comme on l'a comprise au Canada, et comme les journaux l'ont représentée à maintes reprises. On n'a jamais répudié la parole de M. Brockington. Je veux savoir la vérité.

L'honorable M. DANDURAND: Mon très honorable ami a lu la déclaration du colonel Biggar sur cette question?

Le très honorable M. MEIGHEN: J'ai lu quantité de choses du colonel Biggar. J'ai lu des comptes rendus d'interviews donnés par la Commission canado-américaine de la défense. Elle se transporte par avion d'une côte à l'autre. Elle examine les ports et les aérodromes sur la côte de l'Atlantique, et le soir ce maître de la publicité, M. La Guardia, fait une déclaration: "Vous de la province de la Nouvelle-Ecosse n'avez rien à craindre. Nous allons nous occuper de votre défense. Nous allons élaborer des projets, et de fait ils sont déjà formulés, qui empêcheront tout ennemi de mettre les pieds sur vos rives." Et le colonel Biggar ajoutait, en termes beaucoup plus modestes: "Nous avons passé une excellente journée." Quel bavardage nous sert-on! Nous serions défendus par le travail d'une commission mixte! Il n'y a qu'une chose, et une seule, comme vous pouvez le lire dans le discours de l'honorable sénateur de Sorel (l'honorable M. David), qui puisse défendre ce continent en attendant que la marine américaine ait doublé ses effectifs et que le service d'aviation de ce pays ait augmenté les siens cinquante fois, et c'est la flotte anglaise.

Je ne sais trop comment décrire toutes ces inspections d'aérodromes et de ports sur la côte de l'Atlantique et la mise en place de quelques canons sur la côte du Pacifique, et les discours de M. La Guardia, mais je sais qu'ils ont pour effet de porter nos gens à s'illusionner, à détourner les yeux de vérités désagréables et répugnantes. Quelle serait la valeur de ces défenses locales si la maîtrise de l'Atlantique échappait à la marine britannique? Quelle serait la valeur d'une défense reposant sur l'entraînement de 30 jours donné aux 30,000 ou aux 300,000 recrues ici, si la flotte anglaise était anéantie. Si la Grande-Bretagne